自由中国运动 · Free China Movement

T018｜La suppression de la dissidence en ligne peut-elle protéger la société contre les rumeurs ?

Myths T018 · v1.0 ｜ 2026-11-22

© 2026 Free China Movement

https://freechina.live/china-news-updates/democracy-civil-society/fr-myths-t018-removing-online-dissent-rumors/

contact@freechina.live

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live

Les rumeurs peuvent ruiner des vies. Un faux rapport sur un approvisionnement alimentaire contaminé peut vider les rayons des supermarchés en un après-midi ; un avertissement fabriqué d'explosion peut envoyer une foule courir vers les sorties. Lorsque les faussetés voyagent à la vitesse d'un bouton de partage, l'instinct de les supprimer — et de supprimer les comptes qui les diffusent — ressemble au bon sens. Le livre blanc du gouvernement chinois de 2022 sur le cyberespace donne à cet instinct une forme officielle, en décrivant un « environnement cybernétique propre et sain » comme étant « dans l'intérêt du peuple, alors qu'un environnement pollué et dégénéré va à l'encontre de l'intérêt public », et en rapportant un « mécanisme robuste de coordination de l'application du droit cybernétique pour réprimer la fraude par télécommunications et en ligne, les jeux d'argent en ligne, la vente pyramidale en ligne, la désinformation sur Internet, le cyberharcèlement et d'autres crimes ». Le plaidoyer en faveur de la suppression de la dissidence en ligne repose sur une équation simple : moins de voix dissidentes diffusant des affirmations non vérifiées signifie moins de rumeurs, et moins de rumeurs signifie une société plus sûre.

Cette équation est à moitié juste, et la moitié qui est fausse compte plus que la moitié qui est juste. Les rumeurs sont dangereuses, et aucun défenseur sérieux de la liberté d'expression ne soutient que des faussetés délibérées et nuisibles devraient circuler sans aucune réponse. Mais supprimer la dissidence n'est pas la même chose que supprimer la fausseté — et le livre blanc lui-même fournit le critère permettant de juger sa propre approche. Dans son énoncé des principes de base, il déclare : « Le cyberespace, comme le monde réel, valorise à la fois la liberté et l'ordre. La liberté est le but de l'ordre, et l'ordre est la garantie de la liberté. » Si la liberté est le but de l'ordre, alors une mesure anti-rumeurs ne peut pas être jugée uniquement à l'aune de l'ordre qu'elle produit. Elle doit aussi être jugée à l'aune de la liberté qui lui survit — y compris la liberté de se tromper, d'être en avance, et d'être en désaccord avec le récit officiel alors que les faits sont encore en train d'être établis.

Le premier problème est que la dissidence et la rumeur ne sont pas la même chose, et qu'au moment où une décision de suppression doit être prise, elles sont souvent impossibles à distinguer. Une rumeur, au sens savant, est une information qui n'a pas encore été vérifiée — et non une information dont la fausseté a été prouvée. Un avertissement précoce sur une nouvelle maladie, un document divulgué, un témoignage qui contredit la version officielle : tous sont non vérifiés lorsqu'ils apparaissent pour la première fois, et chacun d'entre eux peut ensuite s'avérer vrai. Un système de suppression qui agit sur le seul statut non vérifié supprimera donc de véritables avertissements en même temps que des faussetés, et il ne peut pas dire à l'avance lesquels sont lesquels. Les premières semaines de la COVID-19 à Wuhan, examinées dans l'article CCE compagnon lié ci-dessous, en sont l'illustration la plus nette : l'avertissement privé d'un médecin sur une nouvelle maladie respiratoire a été traité comme une diffusion de rumeurs, et la

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live

propre enquête ultérieure des autorités a jugé l'admonestation policière inappropriée. Il ne s'agit pas de rouvrir ce cas. Tout système construit pour supprimer rapidement la dissidence se heurtera de nouveau à cette collision, car les événements nouveaux et effrayants sont précisément ceux où la vérification est la plus lente et la suppression la plus rapide.

Le deuxième problème est de savoir qui décide, et avec quelle charge de la preuve. Le livre blanc décrit l'application de la loi contre la « désinformation sur Internet » et la campagne « Qinglang » pour rectifier le désordre dans le cyberespace, et il rapporte le résultat avec approbation : « Grâce à ces efforts, le désordre en ligne a été contenu et le cyberespace a été assaini. » Mais le confinement n'est pas la vérification. Une affirmation peut être contenue parce qu'elle est fausse, ou parce qu'elle est gênante, ou parce qu'un filtre par mots-clés ne peut pas faire la différence. Le livre blanc lui-même déclare que « plus d'un milliard d'internautes chinois apprennent ce qui se passe dans le monde, expriment et échangent des opinions, participent à la gouvernance de l'État et de la société » en ligne. Un système qui invite un milliard de personnes à exprimer des opinions puis supprime les opinions qu'il n'a pas vérifiées a renversé la charge de la preuve. Le locuteur doit prouver la vérité avant de parler, plutôt que celui qui supprime prouve la fausseté avant de supprimer. La vérification des faits place la charge sur la partie qui porte le jugement : montrer les preuves, montrer le raisonnement, rendre la conclusion ouverte à la contestation. Une suppression sans cette discipline n'est pas de la vérification des faits. C'est une censure préalable sous un nom plus net.

Le troisième problème est ce qui se passe lorsque celui qui supprime se trompe. Tout système d'application de la loi commet des erreurs, et un système qui traite des millions de publications par jour en commet un très grand nombre. La question est de savoir si une personne faussement accusée dispose d'un recours : réexamen, rétablissement, correction, excuses. Les sections citées du livre blanc décrivent des lois, des mécanismes d'application, des campagnes et des résultats. Elles ne décrivent aucune procédure par laquelle un citoyen dont la publication a été supprimée à tort peut faire annuler la suppression, ni aucun recours pour le préjudice réputationnel ou pratique d'être étiqueté comme diffuseur de rumeurs. Ce silence compte : l'accusation voyage ; la correction, si elle vient un jour, voyage plus lentement. Un système qui punit rapidement mais corrige lentement — ou pas du tout — sera craint même par les personnes qui disent la vérité, et la peur produit le silence dont les rumeurs ont besoin pour prospérer.

C'est le mécanisme plus profond que l'argument de la suppression manque. Les rumeurs ne se propagent pas principalement parce que la dissidence existe ; elles se propagent parce qu'une information fiable est absente, tardive ou suspecte. Lorsque les canaux officiels sont lents et que les voix indépendantes sont supprimées, un vide informationnel s'ouvre, et les rumeurs se précipitent pour le combler. Pire, la suppression elle-même peut devenir une preuve pour la rumeur : si une affirmation disparaît, certains lecteurs

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live

concluent qu'elle devait être assez vraie pour effrayer les autorités. Et un large blocage par mots-clés supprime les corrections en même temps que les erreurs — les vérifications de faits et les corrections de témoins oculaires qui sont les seules choses qui tuent réellement une rumeur. Une rumeur meurt quand une meilleure information la remplace, en public, là où les gens peuvent voir les preuves. Supprimer la conversation ne supprime pas le doute ; elle le déplace vers des chats privés, où aucune correction ne peut l'atteindre.

Rien de tout cela ne signifie que rien ne devrait jamais être supprimé, ou que chaque fausseté mérite une audience. L'argument adverse est le plus fort exactement là où il est le plus étroit. Certaines faussetés causent un préjudice physique immédiat — une fausse alarme d'incendie dans une salle bondée, une fausse alerte de contamination fabriquée — et celles-là justifient une action rapide. Mais une action rapide n'est pas la même chose qu'une action large, et la punition du locuteur n'est pas la même chose que la correction de l'affirmation. Les mesures qui protègent réellement une société contre les rumeurs sont précises : corriger l'affirmation particulière en public, avec des preuves, aussi vite que possible ; tenir pour responsables ceux qui fabriquent sciemment des faussetés nuisibles, les faits étant prouvés devant un juge indépendant plutôt qu'affirmés par le policier qui a procédé à l'arrestation ; définir l'infraction étroitement afin qu'une erreur honnête ou un avertissement précoce ne soit pas un crime ; et donner aux personnes accusées à tort un véritable recours. L'article CCE compagnon sur la censure et les rumeurs montre qu'une correction publique rapide d'affirmations précises peut fonctionner — une étude qu'il cite a constaté un délai médian d'un jour entre la publication et la correction des affirmations démenties sur la COVID-19 — sans punir l'auteur de la publication. La correction ajoute de l'information. La suppression en soustrait. Une société qui veut moins de rumeurs devrait préférer l'outil qui ajoute.

Le langage même du livre blanc pointe dans cette direction. « Il respecte les droits des internautes à échanger des idées et à exprimer leurs souhaits, et cherche un ordre cybernétique sain conformément à la loi. Le cyberespace n'est pas un "lieu extrajudiciaire". » Un lieu qui n'est pas extrajudiciaire est un lieu où une suppression doit être justifiée par des preuves, où l'accusé peut répondre, et où une suppression erronée est elle-même traitée comme un tort à réparer. Un ordre sans ces procédures n'est pas l'ordre que le livre blanc promet ; c'est un ordre acheté avec la liberté même que le document appelle son but.

Alors, la suppression de la dissidence en ligne peut-elle protéger la société contre les rumeurs ? Uniquement dans des conditions que la suppression en masse ne peut pas remplir. Elle peut protéger la société si la fausseté est établie par des preuves, et non présumée à partir du statut non vérifié ; si la charge reste sur celui qui supprime ; si les personnes supprimées à tort disposent d'un recours rapide ; et si la correction est préférée à la suppression. Sans elles, la suppression de la dissidence rend la place publique plus

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live

silencieuse tout en rendant le public moins informé, moins capable de distinguer le vrai du faux, et plus enclin à croire la prochaine rumeur — parce que les personnes et les procédures qui auraient pu la réfuter ont déjà été supprimées.

Lectures associées

- CCE-085, « Quelle est la relation entre la censure de l'information et la propagation des rumeurs ? » — https://freechina.live/china-news-updates/democracy-civil-society/en-cce-104-information-censorship-and-the-spread-of-rumors/
- « Comment vérifier les informations publiées par les médias officiels ? » — https://freechina.live/china-news-updates/democracy-civil-society/en-cce-100-how-to-verify-information-published-by-official-media/

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live